

1 1 -05- 2005

0 2 -06- 2005

NR  
N°

74924 16 114204

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE PRODUITS  
DIVERS****Convention collective du travail du 10 mai 2005 relative à l'institution d'un Fonds de  
sécurité d'existence****Titre Ier - Institution**

**Article 1er.**- La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la compétence de la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers.

Par ouvriers on entend les ouvriers et ouvrières.

**Article 2.**- La Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers décide, en application de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence, d'instituer un Fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après.

**Article 3.**- La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2005 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois, adressée par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission pour la récupération de produits divers, prenant cours le premier jour du trimestre civil qui suit la dénonciation.

TITRE II - S T A T U T S
--------------------------

9

### CHAPITRE I

#### Dénomination, siège, objet, durée

##### Article 1er

Il est institué à partir du 1er janvier 2005 un Fonds de Sécurité d'Existence, dénommé "FONDS SOCIAL DES ENTREPRISES POUR LA RECUPERATION DE PRODUITS DIVERS", appelé ci-après le Fonds.

##### Article 2.-

Le siège social du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, Rue de Comédiens 16-22 bte 7. Il peut être transféré par décision de la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers (142.04) à tout autre endroit en Belgique.

##### Article 3.-

Le Fonds a pour objet d'organiser et d'assurer :

- 1) La perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 5 a) ;
- 2) l'octroi et le paiement d'avantages sociaux complémentaires ;
- 3) la promotion de l'emploi et de la formation des groupes à risque.

##### Article 4.-

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

### CHAPITRE II

#### Champ d'application

##### Article 5.-

Les présents statuts s'appliquent aux :

- a) employeurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers.
- b) ouvriers occupés dans les entreprises visées sous a).

Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières, à moins qu'il n'en soit disposé autrement.

### CHAPITRE III

#### Bénéficiaires et modalités d'octroi et de paiement

##### Article 6.-

§ 1er Les avantages attribués par le Fonds Social sont déterminés dans une convention collective de travail conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers et rendue obligatoire par arrêté royal.

§ 2 . Des initiatives en vue de la formation et de l'emploi de groupes à risque parmi les travailleurs, en exécution des dispositions légales.

### CHAPITRE IV

#### Gestion

##### Article 7.-

Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs représentées à la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers.

Ce conseil est composé de douze membres, soit six représentants des employeurs et six représentants des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers sur proposition des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs représentées à la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers.

##### Article 8.-

Chaque année, le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président et deux vice-présidents qui constituent avec le secrétaire du Fonds le comité de gestion restreint.

La présidence est assurée par la délégation des employeurs.

Les deux vice-présidents appartiennent au groupe des travailleurs.

##### Article 9.-

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président avec un préavis de quinze jours. Le président est tenu de convoquer le Conseil au moins une fois chaque semestre et chaque fois que l'exigent deux membres au moins du Conseil.

La convocation mentionne l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par le président de la séance.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

Lorsqu'il y a lieu de procéder à un vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Le Conseil ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des employeurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votants.

#### Article 10.-

Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction de Fonds.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds, à la poursuite et à la diligence du président ou d'un administrateur délégué à cette fin.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Conseil a donné des délégations spéciales, les signatures conjointes de quatre administrateurs (deux du côté des travailleurs et deux du côté des employeurs) sont exigées.

La responsabilité des administrateurs se limite à l'exécution de leur mandat et ils ne contractent aucune obligation personnelle relative à leur gestion vis-à-vis des engagements du Fonds.

## CHAPITRE V

### Financement

#### Article 11.-

Pour assurer le financement des avantages prévus à l'article 6, le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 5,a).

#### Article 12.-

Le montant de la cotisation est déterminé par la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers et s'élève pour le quatrième trimestre 2005 à 2 pc des salaires bruts **non-plafonnés** et à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006 à 0,50 pc.

Une cotisation exceptionnelle peut être fixée par le conseil d'administration qui en détermine les modalités de perception et de répartition. Cette cotisation exceptionnelle doit faire l'objet d'une convention collective de travail séparée, rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 13.-

La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office National de Sécurité Sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

CHAPITRE VIBudget, comptesArticle 14.-

L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture au 31 décembre. Toutefois, le premier exercice prendra cours le 1<sup>er</sup> octobre 2005 pour se terminer le 31 décembre 2006.

Article 15.-

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Article 16.-

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou expert comptable, désignés par la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue. Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits, visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers.

CHAPITRE VIIDissolution, liquidationArticle 17.-

Le Fonds ne peut être dissous que par décision unanime de la Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers.

Celle-ci devra nommer en même temps les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leur rémunération et définir la destination de l'actif du Fonds.

\*\*\*\*\*

1 t -05- 2005

02 -06- 2005

NR.  
N°

74924 1614204

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN ALLERLEI  
PRODUCTENCollectieve arbeidsovereenkomst van 10 mei 2005 betreffende de instelling van een  
Sociaal fonds

## TITEL 1 - OPRICHTING

**Artikel 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten.

Onder werklieden wordt verstaan de werklieden en werksters

**Artikel 2.** - Het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten besluit, bij toepassing van de wet van 7 januari 1958, betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, een Fonds voor bestaanszekerheid op te richten, waarvan de statuten hierna zij vastgelegd.

**Artikel 3.** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2005 en wordt gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan worden opgezegd mits een opzegging van zes maand, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten, ingaande op de eerste dag van het burgerlijk kwartaal dat volgt op de opzegging.

<b>TITEL 2 - STATUTEN</b>
---------------------------

**HOOFDSTUK I****Benaming, zetel, doel, duur****Artikel 1.-**

Met ingang van 1 januari 2005 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "**SOCIAAL FONDS VOOR DE ONDERNEMINGEN VOOR DE TERUGWINNING VAN ALLERLEI PRODUCTEN**", verder het Fonds **genoemd**.

**Artikel 2.-**

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Komediante straat, 16-22 bus 7. Hij kan bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten (142.04), naar **elke** andere plaats in België worden overgebracht.

**Artikel 3.-**

Het Fonds heeft **tot** doel :

1. de inning en de invordering van de bijdragen ten laste van de in artikel 5 a) bedoelde werkgevers ;
2. de toekenning en de uitkering van de aanvullende sociale voordelen ;
3. de bevordering van de tewerkstelling en de vorming van risicogroepen.

**Artikel 4.-**

Het Fonds wordt voor **onbepaalde** duur opgericht.

**HOOFDSTUK II****Toepassingsgebied****Artikel 5.-**

Deze statuten **zijn** van toepassing op :

- a) de werkgevers van de ondernemingen , die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten.
- b) de werklieden die zij tewerkstellen in de onder a) bedoelde ondernemingen. Onder werklieden wordt verstaan de werklieden en werksters, tenzij anders bepaald.

### HOOFDSTUK III

#### Rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en van uitkering

##### Artikel 6.-

§ 1. Bij **collectieve** arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit, worden de voordelen bepaald die door het Sociaal Fonds zullen **worden** toegekend.

§ 2. Initiatieven ter bevordering van de vorming en de **tewerkstelling** van risicogroepen onder de werknemers in uitvoering van de **wettelijke** bepalingen.

### HOOFDSTUK IV

#### Beheer

##### Artikel 7.-

Het Fonds wordt beheerd door een raad van bestuur, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten.

Deze raad bestaat uit twaalf **leden**, hetzij zes vertegenwoordigers van de werkgevers en zes vertegenwoordigers van de werknemers.

De leden van de raad van bestuur worden door het **Paritair** Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten benoemd op voordracht van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten.

##### Artikel 8.-

**Elk** jaar duidt de raad van bestuur onder zijn leden een voorzitter en twee ondervoorzitters aan **welke samen** met de secretaris van het Fonds het beperkt beheerscomité uitmaken.

Het voorzitterschap wordt verzekerd door de werkgeversorganisatie.

De beide ondervoorzitters behoren **tot** de werknemersorganisaties.



Artikel 9.-

De **raad** van **bestuur** wordt door zijn voorzitter **vijftien** dagen vooraf bijeengeroepen. De voorzitter is ertoe gehouden de raad ten **minste** éénmaal per semester bijeen te roepen en telkens **wanneer** ten minste twee **leden** van de raad **erom** verzoeken.

De uitnodiging vermeldt de agenda.

De processen-verbaal **worden** de door de raad van bestuur aangeduide secretaris opgesteld en door de voorzitter van de vergadering ondertekend.

De uittreksels uit deze processen-verbaal worden door de voorzitter of twee bestuurders ondertekend.

Wanneer **tot** stemming **moet** overgegaan worden, dient een gelijk aantal leden van **elke** afvaardiging aan de stemming **deel** te **nemen**. Is het aantal ongelijk, dan onthoudt (onthouden)) **zich** het jongste **lid** (de jongste leden).

De raad kan slechts geldig beslissen over de op de agenda gestelde kwesties en in aanwezigheid van ten minste de **helft** van de leden die **tot** de werknemersafvaardiging en ten minste de helft van de leden die **tot** de **werkgeversafvaardiging** behoren.

De beslissingen worden met de meerderheid van stemgerechtigden genomen.

Artikel 10.-

De raad van bestuur heeft **tot** taak het Fonds te beheren en **alle maatregelen** te treffen die voor zijn goede werking zijn vereist. Hij beschikt over de **meest** uitgebreide bevoegdheden inzake het bestuur en de leiding van het Fonds.

De raad van bestuur treedt in rechte op in **naam** van het Fonds, in navolging en op verzoek van de voorzitter of van een **tot** dat **doel** afgevaardigde bestuurder.

Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad bijzondere **volmachten** heeft **verleend**, zijn de gezamenlijke handtekeningen van vier beheerders (twee van **werknemerszijde** en twee van **werkgeverszijde**) vereist.

De verantwoordelijkheid van de beheerders beperkt zich **tot** de uitvoering van hun **mandaat** en zij gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan betreffende hun bestuur ten opzichte van de verplichtingen van het Fonds.

## HOOFDSTUK V

### Financiering

#### Artikel 11.-

Om de financiering van de in artikel 6 bedoelde voordelen te verzekeren beschikt het Fonds over de bijdragen welke door de bij artikel 5 a) bedoelde werkgevers verschuldigd zijn.

#### Artikel 12.-

Het bedrag van de bijdrage wordt vastgesteld door het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten en bedraagt 2 pct. van de onbegrensde brutolonen voor het vierde trimester 2005 en 0,50 pct. vanaf 1 januari 2006.

Een buitengewone bijdrage kan door de raad van bestuur worden vastgesteld, met bepaling van de innings- en verdelingsmodaliteiten. Deze buitengewone bijdrage moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk collectieve arbeidsovereenkomst, bekrachtigd bij koninklijk besluit.

#### Artikel 13.-

De inning en de invordering van de bijdragen worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verzekerd, in toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

## HOOFDSTUK VI

### Begroting, rekeningen

#### Artikel 14.-

Het boekjaar vangt aan op 1 januari en sluit af op 31 december. Nochtans zal het eerste boekjaar beginnen op 1 oktober 2005 om te eindigen op 31 december 2006.

#### Artikel 15.-

Elk jaar, uiterlijk gedurende de maand december, wordt een budget voor het volgend jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het raad de raad van bestuur.

#### Artikel 16.-

De rekeningen van het verstreken jaar worden op 31 december afgesloten.

De raad van bestuur, evenals de door het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten aangeduide revisor of accountant, maken jaarlijks elk een schriftelijk verslag op betreffende de uitvoering van hun opdracht gedurende het verstreken jaar. De balans, samen met de hierboven bedoelde schriftelijke jaarverslagen, moeten elk jaar ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten.



## HOOFDSTUK : VII

### Ontbinding, vereffening

#### Artikel 17.-

Het Fonds kan slechts bij éénparige **beslissing** van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten worden ontbonden.

Dit laatste dient tegelijkertijd de vereffenaars te benoemen, hun bevoegdheden en hun bezoldiging vast te stellen en de bestemming van de activa van het Fonds te bepalen.

\* \* \* \* \*

d/winword/bible/ge/fds-fpkr.bib